

**Zeitschrift:** Revue Militaire Suisse  
**Band:** 86 (1944)  
**Heft:** 8

**Artikel:** Psychologie du haut commandement français avant la bataille de France  
**Autor:** J.J.  
**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-650347>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

**Download PDF:** 15.10.2024

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Psychologie du Haut Commandement Français avant la bataille de France

---

Quatre années se sont écoulées depuis que, au terme d'une campagne de six semaines seulement, la bataille de France s'est achevée par l'armistice de Rethondes. Ce délai offre-t-il un recul suffisant pour qu'il soit permis, sinon de porter un jugement, tout au moins d'aborder avec sérénité, et sur la base d'une documentation assez étoffée, un problème aussi délicat et aussi complexe que celui de la psychologie du haut commandement français à la veille et à l'occasion de la campagne de 1940 — et depuis ?

La question est grave. Des polémistes et des censeurs se sont déjà penchés sur ce dossier ; d'aucuns l'ont fait non sans plaisir, dans la délectation que cause une rare occasion de régler de vieux comptes, politiques ou techniques, ou encore de chercher des boucs émissaires. Inversement, des voix se sont élevées dans le dessein d'esquisser une sorte de défense corporative, et l'on a pu recueillir, dans la presse ou dans le prétoire, à Riom par exemple, des exposés ayant figure de plaidoyers et parfois de plaidoyers *pro domo*. On a cherché, dans les pages qui suivent, à éviter ces écueils différents et complémentaires. Le but poursuivi serait atteint si cette étude apportait sa modeste part de clarté et si elle apparaissait comme le signe d'une recherche, indépendante, de la vérité.

Quelques semaines avant la guerre actuelle, l'auteur de ces lignes eut l'occasion de s'entretenir, au bénéfice d'une conversation paisible et familière, dans sa villa des environs de Menton, où il devait, fort peu de temps après tomber si

gravement malade, avec un des hommes d'Etat qui ont le plus fait honneur, pendant de longues années, à l'intelligence française : André Tardieu. L'ancien président du Conseil, s'il vivait dès cet instant à l'écart du forum, suivait encore, à cette époque, avec une attention pénétrante, l'évolution des affaires du monde. Peu d'hommes connaissaient mieux le haut personnel de la nation française et le jugeaient avec plus d'équité et de souriante lucidité. L'évidente menace de guerre domina notre entretien. Et, dans son paisible jardin de l'*Annonciata*, M. Tardieu en vint à m'exposer ses vues sur les hommes qui auraient à prendre les responsabilités décisives dans les trois mois que nous allions vivre. Laissons là ses opinions sur les dirigeants politiques du pays, pour ne retenir que ses avis sur les chefs militaires :

— Si nous comparons, dit-il, la situation de 1914 et celle de 1939, nous pouvons considérer celle d'aujourd'hui comme meilleure. Il a fallu un long temps, durant la guerre précédente, pour mettre en place les hommes qui le méritaient et, hormis Joffre, qui était dans une situation très particulière, le commandement de nos armées en 1914 appelait bien des préoccupations : si le généralissime de l'époque n'a pas eu que des qualités, il a eu au moins celle de procéder à la remise en place des cadres suivant leur mérite, et de se livrer à ce travail difficile, redoutable même, avec autant de ténacité que d'indépendance. Que se passera-t-il en 1939 et ensuite ? Gamelin est-il, autant qu'on le dit, l'élève et le continuateur de Joffre ? Il est taciturne comme lui, mais cela ne prouve rien et si le mutisme de l'un fut le signe d'une santé exemplaire, j'ai des raisons de craindre que, chez Gamelin, cette réserve soit la manifestation d'un état physique insuffisant. La tâche qui va être la sienne sera rude, car le pays est plus exposé, par l'intérieur, que la France de 1914. Et vous savez comme moi que Gamelin n'est pas seulement obligé de se préparer à la guerre contre le Reich mais qu'il doit, chaque jour, faire face à celle, de coups d'épingles, que lui font un certain nombre

d'adversaires obéissant à un chef d'orchestre ayant plus d'étoiles que de bonté.

— Le général, en tout cas, se rend parfaitement compte du poids de sa tâche. Nous avons eu, au début de mai, à Strasbourg, une longue conversation sur l'ensemble des problèmes, militaires et politiques, que pose la frontière du Rhin. Il ne se fait pas d'illusions sur les obligations que comportera, pour le commandement français, la première phase de la guerre : « Jusqu'à ce que le concours anglais ou des autres alliés ait pu atteindre, dans le domaine humain *et* technique, l'ampleur absolument indispensable et nous ait doté des corps d'armées, denses et convenablement équipés, qui compléteront les ressources de base de l'armée française, celle-ci sera astreinte à un rôle de garde, appuyée sur le dispositif de la ligne Maginot et sur les prolongements naturels de celle-ci, la Suisse, neutre, défendue par son armée milicienne, et la Belgique et les Pays-Bas, avec leurs forces militaires défensives propres ». Assurer la couverture, augmenter, sous sa protection, par un effort progressif et rapide, le potentiel militaire de la nation (terriblement démunie de protection aérienne : escadrilles de chasse et D.C.A.), d'où un effort réparti entre le front et l'usine, et une part considérable, peut-être téméraire, réservée à l'industrie de guerre par rapport aux troupes combattantes, telle est, dans son essence, la vue du commandement sur la situation.

— Elle ne me paraît pas infondée. A la vérité, je ne vois pas bien ce que l'on pourrait faire d'autre, et ce serait une singulière erreur, dans l'état de nos effectifs et de notre matériel, en 1939, de vouloir se lancer, au début des hostilités, dans des opérations spectaculaires, analogues à celles de Mulhouse en août 1914. Ce qui me paraît supérieur à notre situation d'il y a 25 ans, c'est la qualité moyenne de nos chefs d'armée. Weygand est un peu âgé, mais il a conservé un grand dynamisme, et la mission qui lui est confiée en Orient me paraît à sa taille. Il en aura, peut-être, d'autres d'ici à la fin de la guerre. Georges a une classe exceptionnelle. Il est seulement

regrettable que son accord avec Gamelin soit contrarié par les liens qui l'unissent à Pétain, ce dernier peu favorable de longue date au généralissime, comme nous l'avons déjà dit. Au conseil supérieur, il y a toute une série d'hommes de grand mérite, qui sont d'une belle classe intellectuelle et qui ont de l'étoffe. L'équipe, dans son ensemble, me paraît bien supérieure à celle de 1914. On va la voir à l'œuvre et, là encore, comme dans toute partie sportive, ce seront les meilleurs qui surnageront.

Peu après, c'est selon le choc des événements et sous leur empire que les méditations suscitées par le haut commandement furent permises à tous les observateurs de bonne foi. Le généralissime installa son quartier général, dans des conditions qui étonnèrent un peu, aux portes mêmes de Paris, dans le donjon de Vincennes. Ce fut peut-être une commodité pour ses relations avec le gouvernement, mais il est clair que cela nuisit à sa tranquillité : plus loin de Paris, le grand chef aurait eu plus de recul vis-à-vis des hommes et des choses et ce recul aurait servi autant à son prestige qu'à sa préparation des opérations. Le général Gamelin, commandant en chef, portait deux titres complémentaires : celui de chef d'état-major général de la défense nationale et celui de commandant en chef des forces terrestres. Il était, ainsi, le *coordinateur* désigné de toute la défense nationale, y compris les forces navales et aériennes, très jalouses de leur autonomie et le chef suprême des forces terrestres, partout où elles se trouvaient : France, Afrique du Nord, Levant, etc... En fait, il avait sub-délégué cette dernière attribution au général d'armée Georges pour ce qui concerne le commandement des trois groupes d'armées du nord-est, aux ordres des généraux d'armée Billotte, Pretelat et Besson, et aux généraux d'armée Noguès, résident général au Maroc, pour le commandement en chef des troupes de l'Afrique du Nord (Tunisie, Algérie, Maroc) et Weygand (son prédécesseur atteint par la limite d'âge en 1935) pour le commandement en chef des troupes du Levant. Il y

avait, par ailleurs, une poussière de forces impériales, soit de police, soit de préparation de futurs effectifs qui, en fait, relevaient du général d'armée Buhner, collaborateur de Georges Mandel au ministère des colonies et grand spécialiste des troupes noires. Il y avait, aussi, en France même, le détachement d'Armée des Alpes, aux ordres du général Olry, qui se comporta dans des conditions si honorables en juin 1940, tenant tête aux puissants effectifs italiens avec de maigres divisions animées par un remarquable esprit de sacrifice et de courage militaire.

La pensée profonde du général Gamelin était de gagner du temps. Il voulait, ainsi, donner à la guerre le temps de « prendre forme », dans la conviction où il se trouvait qu'elle ne s'achèverait pas sans que deux puissantes coalitions s'affrontent, les Anglo-Saxons, y compris peut-être l'Amérique, étant appelés à jouer un rôle déterminant dans la rupture d'équilibre d'où découlerait la victoire. Aujourd'hui, une telle conception paraît assez naturelle, mais il faut convenir qu'à l'époque elle semblait à d'aucuns basée sur des espoirs irréels et dangereux. Le haut commandement français estimait qu'il devait tirer parti de l'ensemble de sécurités liées pour lui à l'existence de la ligne Maginot, travailler à la rendre infranchissable, et maintenir la France dans la lutte jusqu'au moment où, après avoir subi les premiers assauts, probablement non sans pertes et peut-être déboires, il lui serait possible, comme en 1918, de trouver, à la fin de la campagne et au moment de la victoire de la coalition, la récompense de ses sacrifices initiaux.

Même aujourd'hui, on ne saurait contester que ce raisonnement ait eu des fondements sérieux. Pour bien le comprendre, une comparaison s'impose. Le général Berthelot, qui fut un des collaborateurs essentiels de Joffre au début de la guerre de 1914, nous a raconté qu'au moment de la préparation de la bataille de la Marne, son chef lui avait donné l'ordre de concevoir, non seulement en esprit mais même sur le papier,

les ordres qui s'imposeraient si cette tentative devait malheureusement échouer : « Le général en chef savait fort bien que cette tentative était hasardée, qu'elle *pouvait* réussir mais qu'elle n'avait que *peu de chances* de réussir. Et j'ai passé des heures et des jours à concevoir les replis vers la Loire... et au delà de ce qui nous serait resté de forces militaires, au soir d'opérations sur la Marne qui se seraient mal terminées... »

Inversement, un des grands chefs des opérations de 1939-1940, le général d'armée Besson, membre du conseil supérieur de la guerre, lyonnais à la tête froide, qui a joué un rôle important à la fois comme chef du 3<sup>e</sup> groupe d'armées, avec Q. G. à Dôle jusqu'en mai 1940 et ensuite comme chef du 1<sup>er</sup> groupe d'armées, sur la Somme, au moment de ce que l'on a appelé la bataille de France. « Il nous a manqué, nous a-t-il dit, lors des combats du début de juin qui devaient couvrir Paris, 10 divisions, 500 avions et 300 chars pour fixer le front et changer la face des choses. » Quand on songe à la modestie de ces chiffres et à toute la réserve potentielle de la France et de l'Angleterre, on ne peut que marquer sa surprise et constater, sur la foi d'une telle indication, apportée par un homme qui est un bon juge de la question, qu'en 1940 comme en 1914, le succès ou l'échec dépendirent de marges étroites.

Pendant la période de la « drôle de guerre », le principal effort français avait été un effort de préparation à la bataille dans le domaine du matériel ; mais cet effort, honorable autant qu'insuffisant, ne s'était pas accompli dans l'atmosphère nécessaire. Le peuple français mobilisé, soit aux armées, soit aux usines, n'avait pas perçu la gravité de la menace qui pesait sur lui. Sa quiétude était supérieure aux données qui découlaient de la situation des forces en présence. Il avait le sentiment d'être à l'abri. Jacques Chastenet, l'un des directeurs du *Temps*, dans un article de revue sur la guerre totale, paru le 15 avril 1940, écrit textuellement : « L'armée française est intacte et les mois qui se sont écoulés depuis le début des

hostilités ont été mis à profit, d'une part pour rendre *inexpugnable* sa position défensive, d'autre part, pour lui donner, *au besoin*, des possibilités offensives entièrement nouvelles ». Dans les termes que nous soulignons ici, il est permis de découvrir toute l'explication du défaut de ressort du peuple français en guerre à cette époque : ce peuple, du haut en bas de l'échelle, croyait *inexpugnable* sa position défensive et il était sincèrement convaincu que ce n'était qu'*au besoin* qu'il aurait à prendre une position offensive. Beaucoup de gens en France, militaires et civils, pensaient que le colosse allemand pourrait toucher la terre des épaules, sous l'effet de miracles qui s'appelaient blocus, bombardements aériens, guerre navale, que sais-je encore et sans que les forces terrestres des deux groupes engagés dans la guerre aient à en découdre autrement qu'à l'occasion d'opérations secondaires, de genres divers.

Sans prendre ces errements à son compte, le général Gamelin s'était résolu à une attitude expectante, et la lenteur des arrivées en France des contingents britanniques contribua encore à lui donner le sentiment que ce qu'il fallait avant tout, c'était gagner du temps. *Wait and see*. Aussi, au donjon de Vincennes, le petit état-major entourant le grand chef portait-il un grand intérêt à des questions extérieures, comme la préparation d'opérations éventuelles en Scandinavie, liées d'abord aux péripéties de la situation finlandaise, et ensuite à l'invasion de la Norvège et du Danemark, l'évolution des dispositions des milieux dirigeants dans les pays que l'Allemagne pouvait menacer aux deux ailes de la position française : Belgique, Pays-Bas, d'une part, Suisse de l'autre, et plus loin l'énigmatique Italie, et enfin l'examen des possibilités qui pourraient se présenter ultérieurement sur le terrain balkanique. Il n'est que de lire les textes, non contestés, de l'état-major français publiés en 1941 à la diligence de l'*Auswärtiges Amt*, pour constater que ce travail français fut accompli avec méthode et sans fièvre, surtout celui qui concerne les Balkans.

C'était l'époque où le général Champon, commandant du

7<sup>e</sup> C.A., à son Q. G. de Thann puis de Charmont près Sochaux, se préoccupait davantage de la mission de liaison qui lui était dévolue, en cas d'invasion de la Belgique par le Reich, auprès de S. M. le roi Léopold III et de l'influence, à son avis dangereuse qu'exerçait sur le jeune souverain, le général van Overstraeten, son conseiller le plus intime, que des questions découlant directement de son commandement à la frontière du Rhin. Cet officier général, mort en captivité peu après l'armistice, était d'autant de distinction que d'intelligence et si les destins n'avaient été contraires à son pays, il aurait sûrement rendu autant de services au jeune roi que son prédécesseur de 1914, le général Brecard, en apporta au roi Albert, son auguste père...

C'était l'époque où, dans sa belle résidence de Villers-les-Nancy, aux portes de la grande cité lorraine, le général Prételat, commandant du deuxième groupe d'armées, dont les forces couvraient la frontière française de l'Argonne jusqu'au Rhin près de Sélestat, sans se désintéresser, certes, des devoirs immédiats de sa tâche, regardait bien au delà de son horizon et, à sa table, voyait défilier journallement les hommes les plus importants parmi ceux que le gouvernement autorisait à approcher de la ligne Maginot : un jour, il recevait Churchill, un autre c'était lord Gort, un autre encore la mission turque, un autre, le général Spears, membre des Communes ou l'écrivain Somerset Maugham. Et quelle ne fut pas notre surprise, un jour de mars 1940 où nous étions l'hôte du général, de le voir porter un extrême intérêt à la communication du Pacte de Saadabad, qui avait réglé peu avant la guerre les relations entre diverses nations du Moyen-Orient et dont la lecture lui paraissait primer tous ses autres soucis.

C'était l'époque aussi où, à Beyrouth, ainsi que nous l'a rapporté son interlocuteur direct, le général Weygand aimait à faire un tour d'horizon complet des problèmes balkaniques, problèmes qui étaient à la fois l'explication et la raison d'être de sa présence temporaire sur ce théâtre éloigné de la

guerre : avec quel feu et quelle acuité de jugement il savait interroger ceux qui pouvaient, sur un devoir de sa charge, lui apporter une vue opportune !

Est-ce à dire que, dans ces vues prévisionnelles, les unes à lointaine échéance, les autres à lointain horizon et que complétaient encore des missions extérieures comme celles qu'accomplit à plusieurs reprises, d'abord en Angleterre, puis en Suède, le général d'armée Mittelhausser, en qui Gamelin avait la confiance la plus méritée (et qui termina la campagne de France comme successeur de Weygand au Levant), nul en France n'avait la prescience des difficultés qui se préparaient et des nuages qui s'amoncelaient ?

Il suffit, pour infirmer cette appréciation, d'exposer ici avec quelle hauteur de vues le général Georges, à son Q. G. du Bondon à la Ferté sous Jouarre, entre Paris et Châlons, ne cessa de prendre, de la situation française, une sorte de vue cavalière, tenant compte de toutes les forces mais aussi de toutes les faiblesses d'une situation que l'ancien « bras droit » d'André Maginot au ministère de la guerre connaissait mieux que quiconque : dans l'équipe des chefs de guerre que la France possédait en 1939, le général Georges, quatre fois blessé 25 ans plus tôt et atteint de quatre balles en 1934 lors de l'attentat oustachi de Marseille, représentait l'une des réserves les plus sagaces de la nation ; aujourd'hui encore, dans sa retraite d'Alger, ce n'est pas un homme à avoir dit son dernier mot. Il suffit aussi de rappeler que, à un autre étage de la hiérarchie militaire, un jeune chef ardent, Charles de Gaulle, qui reçut au début de la campagne les deux premières étoiles, celles qu'il porte encore sur sa manche de pro-consul, considérait les problèmes de la guerre et de la France avec un singulier bonheur d'expression : nul mieux que lui, dans un mémoire fameux de janvier 1940 (dont le texte a été publié l'an dernier par le *Journal de Genève*) n'a su montrer aux hautes autorités du pays l'importance de la motorisation et les illusions cruelles qui s'attachaient à une confiance démesurée

et aveugle dans la fortification inerte. On ne saurait trop relire ce texte, l'un de ceux qui ont, en ce qui concerne l'histoire de la guerre, une valeur d'exemple.

Un autre chef, qui avait été professeur d'histoire à l'école supérieure de guerre et qui, au commencement de la campagne commandait un corps d'armée à la lisière de la Suisse, ne cachait pas des vues qui étonnèrent plus d'un esprit conformiste sur les soucis que lui causait la situation de la France, presque seule à supporter dans cette dure première année de guerre, tout le poids de la résistance contre la *Wehrmacht* : le 6 mai 1940, dans un petit village du Jura où nous recevions, à une popote de guerre, M. L.-O. Frossard, franc-comtois et Ministre de l'Information en exercice, ce général courageux ne craignit pas d'exprimer l'avis que des jours sombres nous menaçaient et qu'avant de retrouver son équilibre et ses possibilités anciennes, la France devrait consentir bien des sacrifices et accepter bien des épreuves. Il résuma sa pensée en cette formule qui parut alors invraisemblable : « *La France, capitale Alger...* » Depuis...

Quelques jours plus tard, ce fut le grand branle-bas. Le 9 mai encore, dans la quiétude d'un beau printemps souriant, dès le petit matin, le général d'armée Huntziger quitta son Q.G. de Senuc, dans les Ardennes, non pour aller inspecter une dernière fois ses avants-postes à la frontière de Belgique, car tout y semblait calme à souhait, mais pour assister aux évolutions, aux environs de Reims, d'une division blindée. Quelques heures plus tard, qui l'eût cru ce jour-là, elle allait pouvoir donner sa mesure, non plus en manœuvres mais sur le terrain !

Et le lendemain, 10 mai 1940, alors que, depuis le jour, l'alerte générale n° 2 avait mis sur pied toutes les troupes couvrant la frontière franco-belge et franco-luxembourgeoise que la *Wehrmacht* venait de franchir, le général Billotte, commandant du 1<sup>er</sup> groupe d'armées, se faisait faire, tout en déjeunant, au petit château de Folembay, au nord de Soissons,

alors le siège de son Q. G., le compte rendu complet, chronologique et historique, des événements de la nuit et de la matinée, par le chef de son 2<sup>e</sup> Bureau, le commandant Serre. Quand on a été le témoin, respectueux et muet, d'une telle heure, quand on a constaté le calme du chef, l'ardeur noble et vibrante de son second, le jeune général Humbert, fils du commandant d'armée de la grande guerre et continuateur d'une belle tradition militaire, quand on se souvient d'avoir serré la main au général Billotte au moment où, vers 14 heures, il monta dans sa puissante Packard pour aller conférer avec « *son aviateur* », le général d'Astier de la Vigerie, on ne peut qu'attester toute la réserve de confiance et toute la valeur technique qui s'attachaient aux hommes placés par le destin devant la rude tâche qui s'amorçait !

Comme nous quittions le général Billotte (pour ne plus le revoir puisque, peu de jours plus tard, la voiture ultrarapide dont il était si fier, en entrant en pleine vitesse dans un camion, lui coûta la vie), nous lui demandâmes s'il avait une commission à faire à Paris, à L.-O. Frossard, au président du Conseil ou à quelque autre personnalité : « Bien sûr, dites-leur que nous nous sommes mis en route, chacun avec son tempérament, tel chef que vous avez entendu citer tout à l'heure, avec plus de fougue, tel autre avec plus de... flegme, mais tout le monde avec le même cœur. Nous sommes engagés dans une rude partie et nous savons bien qu'elle ne sera pas sans difficultés et peut-être sans revers. Mais on s'en tirera ! »

Quelques heures plus tard, au Quai d'Orsay, au « Continental », l'arrivée de quelqu'un qui venait de là-bas, qui avait vu les hommes responsables et pris leur température, suscita un instant de curiosité passionnée. Le ministre de l'Information, les grands chefs de cette maison grave et un peu empesée qu'est le Quai d'Orsay marquèrent un peu de souci que, au jour du déclenchement de la bataille, un des grands chefs, celui qui supportait tout le poids de l'opération, ait exprimé en même temps que sa confiance le sentiment que des « revers »

n'étaient pas exclus, étaient même possibles... et ils le dirent.

Le général Billotte savait bien, lui, comme ses pairs, que la partie engagée était immense et que, selon l'expression de Roland de Margerie, directeur du cabinet de Paul Reynaud, « la France, depuis ce matin, en a *plein les bras* et vacille sous la charge ».

Ce serait diminuer de tels hommes que de penser qu'ils ont affronté l'orage dans la méconnaissance de sa gravité.

On a déjà lu ici même, à l'occasion d'études sagaces, ce que fut la bataille de France, dans la disproportion des forces qui fut sa caractéristique majeure. Il est inutile d'y revenir et trop tôt pour prétendre analyser les conditions et les données des solutions différentes qui auraient pu intervenir et autoriser — peut-être — un redressement de la situation. Ce que le procès de Riom n'a pu élucider dans sa première phase et n'aurait pas, sans doute, élucidé davantage dans la suite de ses audiences, s'il n'avait été interrompu, ne saurait être jugé ici. On sait que la thèse de la résistance à outrance a été défendue au moins par un homme, le général de Gaulle, qui s'est employé, ainsi que Philippe Barrès, le fils du grand écrivain lorrain, l'a rapporté dans un fort beau livre, à décider le gouvernement à se retirer avec les dernières troupes françaises dans le réduit breton, en même temps qu'il aurait donné l'ordre à la flotte, alors intacte, de couvrir l'Afrique du Nord et de poursuivre la campagne avec les troupes du T.O.F.A.N. sous les ordres de Noguès, et celles de Mittelhausser au Levant, aux côtés de l'Angleterre, en attendant les formes nouvelles de l'appui américain.

Sous l'influence du maréchal Pétain, depuis longtemps convaincu que le déséquilibre des forces entre l'armée française et la *Wehrmacht* rendait la continuation de la lutte impossible, et sous celle du général Weygand qui croyait à la vulnérabilité immédiate de la Grande-Bretagne et à sa prompte capitulation, la France s'est résignée à demander l'armistice. Elle est sortie de la guerre, mais un certain nombre des hom-

mes qui correspondent à sa tradition militaire n'ont jamais accepté la défaite : à Londres, de Gaulle, en Afrique, Marchand, de Larminat, Leclerc, furent parmi les premiers à relever le défi. En fait, *et historiquement, c'est là une situation qui sera retenue*, par une poignée de combattants des armées de terre, par quelques forces navales et aériennes, par quelques troupes coloniales, *la France n'a jamais quitté complètement le combat*. Il n'y a pas eu de solution de continuité dans sa présence dans la guerre. Et, à mesure que l'on s'éloignait de la date et des conditions de l'armistice de Rethondes, par une suite de décisions, d'opérations, d'événements, la rentrée des Français dans la guerre se manifesta d'une façon à la fois plus sensible et plus efficiente. Aujourd'hui, si les autorités d'occupation ont été en mesure de dissoudre la force militaire, plus symbolique que réelle qu'ils avaient accordée au gouvernement de Vichy et qui exista pendant deux ans sous le nom d'« Armée de l'Armistice », des effectifs, plusieurs fois plus importants, et libres de toute sujétion, aux colonies, en Italie, en Corse et récemment en France, partout où flotte sans entrave le drapeau tricolore, ont repris une part active dans l'expression et la démonstration de la volonté et, mieux encore, de la puissance française.

J. J.

---